

Le 27 janvier 2010

Dossier : 20302-B02

Objet : Rétablissement après la récession à la faveur du gouvernement

Monsieur le Premier Ministre ou le Ministre,

La stimulation économique engendrée par une combinaison de taux d'intérêt très bas et d'une augmentation des dépenses publiques semble avoir stabilisé l'économie canadienne comme l'économie mondiale. C'est efficace. Même si la croissance de l'emploi dans le secteur privé se fait attendre, le Canada serait encore en récession s'il n'avait été de la stimulation de l'économie par le gouvernement. Or, le moment serait nettement mal choisi de mettre un terme au programme de stimulation.

Des porte-parole gouvernementaux ont déclaré dernièrement que nous devons nous hâter de rétablir des budgets équilibrés, et certains partisans du gouvernement disent qu'il faut y voir en comprimant grandement les programmes sociaux, les services publics et les emplois du secteur public.

Certaines personnes croient que les déficits, plutôt que le chômage, sont notre principal problème actuel. Elles jugent qu'il importe plus d'équilibrer le budget que d'aider les sans-emploi et leurs familles et de rebâtir le Canada sur des bases économiques et sociales solides dans l'intérêt des générations futures.

Or, il est non seulement nécessaire mais aussi judicieux d'investir dans les programmes de stabilisation sociale et économique qui aident les Canadiens et les Canadiennes à faire face à la récession mondiale la plus profonde depuis la Crise des années 1930.

L'investissement dans des programmes sociaux qui créent des emplois, accroissent notre potentiel économique et aident à atteindre nos objectifs en matière d'environnement et de justice sociale a été efficace depuis un an et, selon tous les spécialistes indépendants, il faut qu'il se poursuive pour qu'une forte reprise soit assurée.

Emprunter pour financer cet investissement ne devrait pas poser de problème puisque la dette publique totale du Canada est plus faible que celle des autres pays industriels avancés (53 % du PIB en 2008-2009, par rapport à 102 % en 1995-1996) et que les taux d'intérêt sont plus bas que jamais. Il serait insensé de ne pas emprunter quand les taux sont aussi bas.

.../2

L'heure n'est pas à l'équilibrage du budget à court terme pour des raisons politiques. Si le budget est équilibré trop tôt, cela peut aggraver la situation. Comme l'a fait remarquer Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, la croissance est favorisée dans une grande mesure par les programmes de stimulation gouvernementaux et les pays risquent de retomber en récession si ces programmes expirent trop tôt.

Plusieurs prévisionnistes canadiens et la Banque du Canada ont déclaré dernièrement que de massives dépenses publiques sont encore nécessaires au maintien de la croissance et au rétablissement de l'économie. La réduction de ces dépenses compromettrait la reprise.

Les Canadiens et les Canadiennes n'ont pas besoin d'une compression des programmes sociaux et des services publics. Les travailleurs et les travailleuses du Canada ont les compétences et l'engagement nécessaires pour rétablir et élargir notre infrastructure sociale et économique. Ce qu'il leur faut, ce sont les emplois qui le permettront. De bons emplois propres à faire vivre une famille nous permettront de résorber la récession et engendreront les recettes fiscales nécessaires pour éliminer le déficit.

Puisque les taux d'intérêt sont plus bas que jamais et que le ratio de la dette au PIB est faible, le moment est propice à l'expansion de la croissance sous l'effet de l'investissement public pour appuyer la création d'emplois dès maintenant et une forte reprise du secteur privé dans le futur.

Il est temps d'investir dans une bonne infrastructure publique et de bons services publics car ce sont des facteurs principaux de la future productivité du secteur privé.

Il est temps d'établir des stratégies de développement industriel et des politiques d'achat créant des emplois pour les Canadiens et les Canadiennes.

Vu les bas taux d'intérêt, nous pouvons et devrions financer des dépenses publiques qui créent des emplois dès maintenant et qui accroîtront notre potentiel de productivité et notre assiette fiscale future. Le meilleur moyen d'équilibrer le budget pour ne pas imposer un fardeau aux générations futures est d'emprunter aujourd'hui afin d'élargir l'économie de demain. De plus, cela aidera à relever les défis budgétaires que présente le vieillissement de la société.

La reprise à la faveur du gouvernement est efficace. Je ne crois pas qu'il soit approprié de mettre un terme maintenant à une politique efficace.

Je crois savoir que votre **province ou territoire** éprouve des difficultés par suite de la crise. Il est clair que l'élimination de la stimulation par le gouvernement fédéral n'aurait pour effet que d'alourdir le fardeau imposé au trésor **provincial ou territorial**. Je vous encourage à appuyer les efforts faits pour convaincre le gouvernement fédéral de maintenir son programme de stimulation et de ne pas réduire les services publics.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,



Kenneth V. Georgetti